



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

programmes

Question au Gouvernement n° 1792

Texte de la question

ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET DE LA GÉOGRAPHIE AU LYCÉE

M. le président. La parole est à Mme Catherine Coutelle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Catherine Coutelle. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, il y a un an, notre assemblée a approuvé, dans le cadre de la mission d'information sur les questions mémorielles placée sous l'autorité du président Accoyer, un rapport, dont l'une des préconisations, votée par l'ensemble des députés de ladite mission, consistait à affirmer le caractère obligatoire de l'histoire dans le primaire et le secondaire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)

Or l'enseignement de l'histoire et de la géographie est aujourd'hui remis en cause, non pas, comme vous le prétendez, par souci d'efficacité mais par souci d'économies. Ces matières essentielles à la formation et à la liberté de penser deviendront optionnelles dans les séries scientifiques du baccalauréat ...

M. Patrick Roy. Hélas !

Mme Catherine Coutelle. ...en 2011, contrairement à ce que vous avez dit, les élèves perdront une heure d'histoire-géographie.

Considérer que l'enseignement de la géographie n'est pas une priorité...

Mme Claude Greff. Mensonge !

Mme Catherine Coutelle. ...est plus qu'une erreur, monsieur le ministre : c'est une faute grave à l'égard des nouvelles générations de lycéens. Alors que s'ouvre le sommet de Copenhague consacré à l'avenir de la planète - le climat, n'est-ce pas de la géographie ? -, alors que vous lancez ici même un débat très controversé sur l'identité nationale et que le Président de la République impose la lecture de la lettre de Guy Môquet à chaque rentrée scolaire, beaucoup de Français jugent votre décision incompréhensible.

D'un côté, vos discours invoquent le passé avec nostalgie ; de l'autre, vous réduisez la place de toutes les sciences sociales. (*" C'est faux ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Vous laissez supposer que les scientifiques n'ont pas besoin de connaître l'histoire et la géographie dans leur futur environnement professionnel, et que ces disciplines doivent être réservées aux littéraires.

Sans vous faire injure, monsieur le ministre, je vous rappelle que c'est souvent dans des régimes où la liberté de penser n'est pas la priorité que l'enseignement de l'histoire et de la géographie est remis en cause.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.) Au-delà de l'appel en faveur de cette discipline, c'est une conception de la citoyenneté que nous défendons. Une chose est sûre, monsieur le ministre : vous ne marquez pas le cours de l'histoire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement. Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Estrosi ! Estrosi !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.* Je veux dénoncer, madame la députée, trois contrevérités dans vos propos. *(Protestations sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

La première est l'idée selon laquelle nous supprimerions l'enseignement de l'histoire-géographie pour les élèves de terminale des filières scientifiques. Comme je l'ai indiqué à M. Luca et à M. Lachaud, le programme concerné

sera dorénavant étudié en classe de première. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Roman. Avec moins d'heures !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Pour ce faire, nous augmenterons le volume horaire de l'histoire-géographie pour les élèves de première S.

Deuxième contrevérité : vous avez laissé entendre qu'il s'agit d'une réforme idéologique ("*Oui !*" *sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR*) destinée à reléguer les humanités aux marges des emplois du temps. Ces propos, madame Coutelle, sont fallacieux. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Je vous rappelle en effet que la réforme prévoit, pour les élèves de première de toutes séries, un tronc commun associant le français, l'éducation civique, les langues, l'histoire et la géographie. Ces élèves auront donc une culture commune et des savoirs fondamentaux, qui leur servira tout au long de leurs études : c'est une vraie nouveauté, et une vraie avancée. ("*Non !*" *sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

La troisième contrevérité consiste à dire que nous entendons réaliser des économies ("*Oui !*" *sur les bancs des groupes SRC et GDR*) : comme le Président de la République l'a rappelé le 13 octobre dernier, la réforme se fera à moyens et à taux d'encadrement constants.

Quand tant d'élèves sortent du système éducatif sans diplôme, on ne peut éternellement verser des larmes de crocodile et rester les bras croisés. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*) Nous discutons de l'avenir du lycée depuis des mois ; je n'ai pas entendu les propositions du parti socialiste.

(*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Nous les attendions à Dijon mais, au lieu d'y évoquer la grande histoire, on n'y a parlé que des petites histoires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.* - *Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Roy. Zéro pointé !

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Coutelle](#)

Circonscription : Vienne (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1792

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 décembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 décembre 2009